

BONNE ANNEE 2017

SOMMAIRE DE LA LETTRE ECO N°212

Le Coin des Épargnants

- Le tableau économique et financier
- Une année financière bien étrange
- Les taux des obligations d'Etat, de l'angoisse de la chute à celle de la hausse

C'est déjà hier

- Le chômage en France, une baisse malgré une croissance inférieure à 1,5 %
- Les Américains franchissent le cap de l'année 2016 en pleine confiance

Le Coin de la Conjoncture

- Les politiques monétaires non-conventionnelles sont-elles aussi extraordinaires que cela ?
- Quel prix pour le pétrole en 2017 ?

Le Coin des Tendances

- Les médias en ébullition
- Bonnets d'âne ou pas ? De l'effet génération à celui du cycle de vie

Le Coin du Graphique

- De la durée hebdomadaire à la durée annuelle du temps de travail

Le Coin de l'agenda économique et financier

Le Coin des statistiques

LE COIN DES ÉPARGNANTS
Le tableau financier de la semaine

	Résultats 30 déc. 2016	Évolution sur 5 jours	Résultats 31 décembre 2015
CAC 40	4 862,31	+0,47 %	4 637
Dow Jones	19 762,60	-0,86 %	17 423
Nasdaq	5 383,12	-1,46 %	5 107
Dax Allemand	11 481,06	+0,27 %	10 743
Footsie	7 142,83	+0,51 %	6 242
Euro Stoxx 50	3 290,52	-1,09 %	3 100
Nikkei	19 114,37	-1,61 %	19 033
Taux de l'OAT France à 10 ans (19 heures)	0,687 %	-0,056 pt	0,993 %
Taux du Bund allemand à 10 ans (19 heures)	0,208 %	-0,064 pt	0,634 %
Taux du Trésor US à 10 ans (19 heures)	2,454 %	+0,074 pt	2,269 %
Cours de l'euro / dollars (19 heures)	1,0540	+0,81 %	1,0854
Cours de l'once d'or en dollars (19 heures)	1 154,570	+1,89 %	1061
Cours du baril de pétrole Brent en dollars (19 heures)	56,620	+2,95 %	37,570

Une année bien étrange

Les marchés ont terminé l'année en trombe avec à la clef l'effacement des pertes du premier semestre. Plusieurs places ont battu de nouveaux records comme New-York et Londres.

Sur un an, le CAC 40 a gagné 4,86 %. Ce résultat positif a été obtenu au mois de décembre durant lequel l'indice parisien a progressé de 6,83 %.

Au Royaume-Uni, le Footsie londonien a gagné 14,43 % sur l'année, au plus haut historique et meilleure performance 2016 en Europe. Ce résultat est lié à la dépréciation de la livre sterling après le référendum sur la sortie de l'Union européenne du 23 juin dernier. Le Dax de la Bourse de Francfort s'est apprécié, en 2016, de 6,87 %. Seule la place de Milan fait bande à part avec un recul de plus de 10 % en raison des créances douteuses portées par les banques.

	Variation au mois de décembre	Variation en 2016
CAC 40	+6,83 %	+4,86 %
Nikkei	+4,41 %	+0,42 %
Footsie	+5,48 %	+14,43 %
Dax	+8,10 %	+6,87 %
Euro Stoxx 50	+8,30 %	+0,70 %
Dow Jones	+3,35 %	+13,42 %
Nasdaq	+0,06 %	+7,50 %

Le salut, en 2016, est venu du pétrole. Sa baisse avait entraîné celle des actions des compagnies pétrolières et des banques ; sa hausse a été perçue comme un facteur positif pouvant contribuer à la croissance de l'économie mondiale, les pays producteurs d'énergie étant devenus des pays consommateurs de biens industriels. Sur l'ensemble de l'année, le pétrole a gagné plus de 50 %. Contre toute attente et malgré ses tweets mettant en ébullition la Silicon Valley et l'aéronautique, Donald Trump, élu 45^{ème} Président des Etats-Unis, a contribué à la progression du Dow Jones. En revanche, le Nasdaq, l'indice du secteur de l'informatique et des hautes technologies est, un peu plus, à la peine en raison des déclarations du nouveau Président à l'encontre des grandes entreprises de l'informatique et du digital.

Evolution du CAC 40

	En %
2010	-3,34 %
2011	-16,95 %
2012	+15,23 %
2013	+17,99 %
2014	-0,54 %
2015	+8,53 %
2016	+4,86 %

L'euro, après s'être longtemps échangé contre 1,08/1,10 dollar, s'est déprécié en fin d'année du fait de la divergence des politiques monétaires menées par les banques centrales des deux zones économiques et de l'élection de Donald Trump. L'Europe

doit faire face à de nombreuses incertitudes électorales ce qui ne contribue pas à renforcer la monnaie commune.

Evolution de l'euro

	Evolution au mois de décembre	Evolution en 2016
Euro / dollar	-1,03 %	-2,90 %

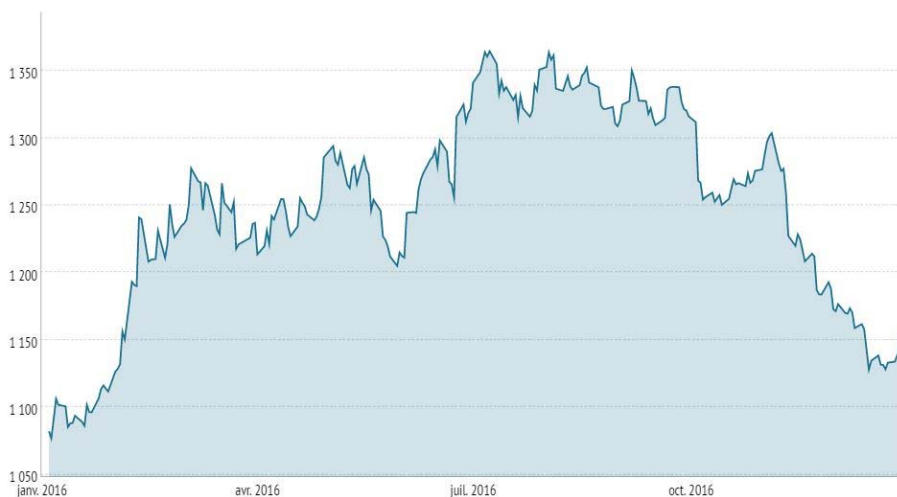
L'année 2016 aura été celle du pétrole qui a fait la pluie et le beau temps (voir infra article « quel prix pour le pétrole en 2017 ?). Après s'échagé à 27 dollars le baril au mois de février, il a terminé l'année à plus de 56 dollars.

Evolution pétrole et or

	Variation sur un mois	Variation 2016
Baril de pétrole Brent	+19,66	+50,77 %
Once d'or	-2,83 %	+8,92 %

Le cours de l'or a, en 2016, augmenté jusqu'au mois d'octobre. L'affaiblissement de la croissance de l'économie mondiale et le Brexit expliquent cette hausse. La remontée des taux d'intérêt aux Etats-Unis a eu l'effet inverse. Pour 2017, si la FED applique son programme de relèvement de ses taux directeurs, l'or pourrait encore baisser. En revanche, le métal jaune pourrait reprendre son statut de valeur refuge en cas de tensions économiques et diplomatiques. Les incertitudes sur la sortie du Royaume-Uni de l'Union européenne et les premiers pas de Donald Trump à la présidence des Etats-Unis pourraient, en effet, redonner du lustre à l'or.

Evolution du cours de l'once d'or en 2016



Les taux des obligations d'Etat, de l'angoisse de la chute à celle de la hausse

La question des taux très bas voire négatifs a hanté toute la première partie de l'année avant de laisser la place à celle de leur hausse. L'année 2016 restera celle où l'Etat allemand a pu émettre des obligations à 10 ans à taux négatifs. De son côté, l'Etat français a pu s'endetter à des taux inférieurs à 0,3 %. L'augmentation des taux en fin d'année reste assez modeste et ne leur permet pas de retrouver le niveau qui était le leur à la fin 2015, niveau alors jugé très bas.

Evolution du taux de l'OAT à 10 ans



C'EST DÉJÀ HIER

Le chômage en France, une baisse malgré une croissance inférieure à 1,5 %

Dans les années 80 et 90, il était admis que le taux de croissance devait être supérieur à 2 % pour obtenir une baisse du chômage. Avec le nombre croissant de départs à la retraite et la tertiarisation de l'économie, ce taux a été abaissé à 1,5 %. En 2016, la croissance ne devrait pas dépasser 1,3 % pour autant le nombre de demandeurs d'emploi a reculé sur un an. La flexibilité accrue du marché du travail, le recours croissant à des contrats à durée déterminée et les dispositifs de soutien public à l'emploi expliquent cette situation.

L'année 2016 a donc permis à la France de renouer avec la baisse du chômage. Néanmoins, notre pays est loin d'avoir effacé les stigmates de la crise de 2008. Au mois de janvier 2008, le nombre de demandeurs d'emploi était de 2 millions en France métropolitaine. A la fin du mois de novembre, il s'établissait à 3 447 000 (catégorie A) en recul sur un mois de 0,9 % avec - 31 800 personnes en moins. Ce nombre diminue sur trois mois de 3,1 % (soit -109 800 personnes). Le chômage baisse de 3,4 % sur un an (- 122 600 personnes). C'est le troisième mois consécutif de baisse. Si le nombre de demandeurs d'emploi de moins de 25 ans baisse fortement, - 2.3 % en

novembre, soit une baisse de près de 10 % depuis le mois de janvier, le chômage des seniors continue d'augmenter : +0.2 % en un mois.

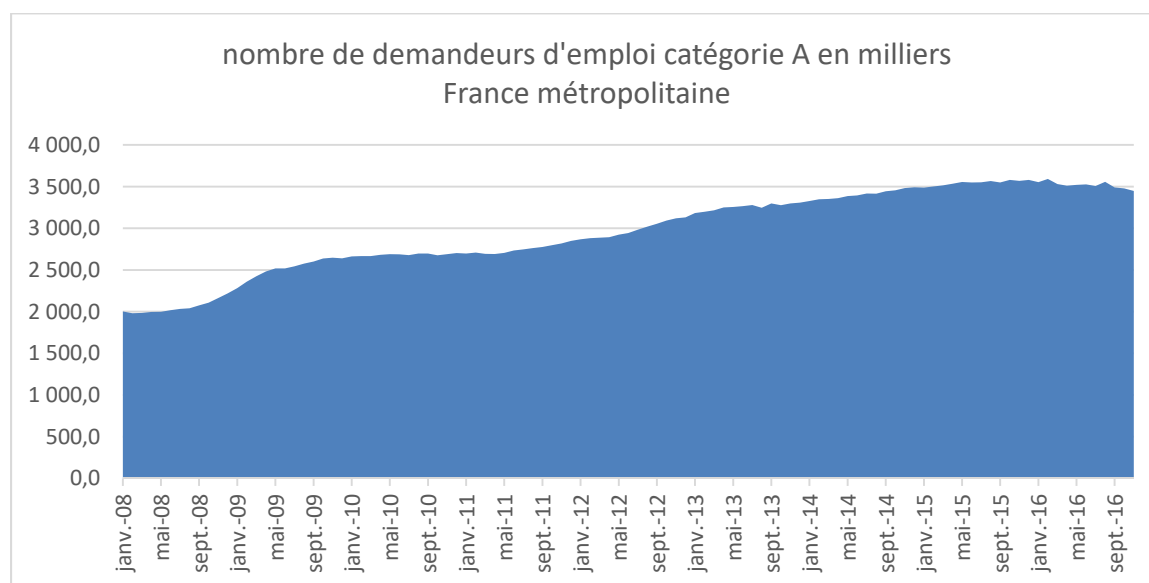
Sur trois mois, le nombre de demandeurs d'emploi de moins de 25 ans diminue de 8,8 %, de 3,2 % pour ceux âgés de 25 à 49 ans et progresse de 0,4 % pour ceux âgés de 50 ans ou plus.

Concernant le nombre total de demandeurs d'emploi (catégorie A, B, C), le résultat est moins net. Il s'élève à 5 475 800 fin novembre 2016. Ce nombre diminue sur trois mois de 0,8 % (soit - 42 400 personnes) mais il progresse de 0,3 % sur un mois (+15 000 personnes) et de 0,5 % sur un an (+28 100 personnes).

Fin novembre 2016, 762 600 personnes sont inscrites à Pôle emploi sans être tenues de rechercher un emploi, qu'elles soient sans emploi (catégorie D) ou en emploi (catégorie E). Sur trois mois, le nombre d'inscrits en catégorie D augmente de 4,0 % et le nombre d'inscrits en catégorie E diminue de 1,9 %. La baisse du chômage reste donc fragile. Les emplois créés sont souvent précaires ou à temps partiel.

En France (y compris DROM), le nombre de demandeurs d'emploi s'élève à 3 703 400 pour la catégorie A. Sur trois mois, il diminue de 2,9 % (-0,8 % sur un mois et -3,3 % sur un an). Pour les catégories A, B, C, ce nombre s'établit à 5 778 000. Sur trois mois, il diminue de 0,7 % (+0,3 % sur un mois et +0,5 % sur un an).

L'amélioration de la conjoncture permet cette diminution du chômage qui est également portée par l'amplification des dispositifs publics de soutien à l'emploi dont celui concernant la formation (plan 500 000 formations). Sur ces 18 derniers mois, 240 000 emplois (en nettes) auraient été créés.



Les Américains franchissent le cap de l'année 2016 en pleine confiance

La confiance des consommateurs américains ne flanche pas. Il faut remonter en 2001 pour retrouver un niveau de confiance aussi élevé. La prochaine investiture de Donald Trump n'inquiète pas les Américains, bien au contraire. L'indice de confiance des consommateurs de décembre a progressé à 113,7 contre 109,4 en novembre. Les analystes prévoient un recule à 109,0 en décembre.

Ce haut niveau de confiance est porté par le plein emploi et par l'amélioration des revenus qui, même si elle est modeste, est néanmoins réelle. Par ailleurs, l'application du programme de Donald Trump reposant sur une augmentation des dépenses publiques en faveur de l'investissement et sur des baisses d'impôt contribue à ce petit climat d'euphorie outre-Atlantique. Les consommateurs ne s'inquiètent pas des conséquences sur les prix de la mise en œuvre d'éventuelles mesures protectionnistes.

LE COIN DE LA CONJONCTURE

Les politiques monétaires non-conventionnelles sont-elles aussi extraordinaires que cela ?

Avec les crises de 2008 et de 2011, les grandes banques centrales sont devenues des points d'ancrage pour l'économie mondiale. Du fait du surendettement des Etats, elles sont devenues les principaux acteurs du jeu économique. Elles ont été amenées à intervenir pour assurer le bon fonctionnement des marchés interbancaires, à lutter contre la déflation et, même si pour certaines d'entre-elles cela ne figurait pas dans leurs missions, de relancer l'économie en jouant sur les taux d'intérêt et les rachats d'obligations.

Les résultats des politiques monétaires non conventionnelles, qui le sont de moins en moins du fait qu'elles se sont généralisées, restent ambigus surtout en ce qui concerne l'Europe. La reprise économique reste modérée et est, en partie imputable à la baisse du prix du pétrole. Certes, les menaces déflationnistes se sont estompées, le crédit progresse et la crise des dettes souveraines s'est atténuée.

Les politiques non-conventionnelles ont permis de donner du temps aux Etats

Les Etats ont été les principaux gagnants. Les intérêts privés sur la dette publique, pour l'ensemble de la zone euro, sont passés de 3,4 à 2,2 % du PIB de 2002 à 2016. Sur la même période, les intérêts bruts reçus par les ménages sont passés de 3,2 à 1 % du PIB. En prenant en compte les intérêts versés au titre de leur dette, les ménages ne reçoivent plus que 0,5 % de PIB en 2016 d'intérêts contre 1,2 % en 2002.

La baisse des taux a été pratiquée afin d'alléger le poids des dettes et afin de relancer le crédit mais il ne faut pas oublier que toute variation des taux d'intérêt est un jeu à somme nulle entre les emprunteurs et les prêteurs. Les emprunteurs allègent la facture des remboursements quand les prêteurs enregistrent une perte de leurs revenus. Pour avoir alors un effet économique, la baisse des taux doit s'accompagner par une augmentation de la propension à consommer. En Europe et tout particulièrement en France, les ménages ont eu plutôt tendance à épargner davantage, ces dernières années, par effet de précaution et effet d'encaisse (les ménages épargnent plus pour compenser la baisse de rendement de leurs placements).

Une reprise du crédit très modérée

La politique des taux bas n'a pas, surtout en Europe, contribué à une relance du crédit. Sa progression au sein de la zone euro se situe depuis 2015 entre 1 et 2 %. Certes, il a été mis fin à sa contraction. Les emprunteurs ont pu renégocier une partie de leurs crédits ce qui a amélioré leurs marges. En revanche, la relance de l'investissement demeure limitée en Europe.

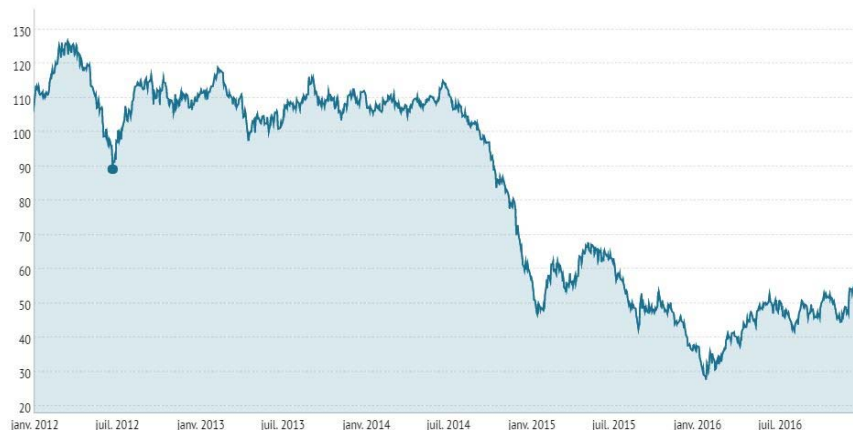
Le principal levier économique du Quantitative Easing, le taux de change

Le Quantitative Easing avec les rachats d'actifs obligataires par les banques centrales conduit à une diminution du taux de change L'euro, depuis la crise de 2008, a perdu près de 30 % de sa valeur. Cela a amélioré les termes de l'échange et a profité aux pays fortement exportateurs comme l'Allemagne. Cette baisse du taux de change qui s'est accompagnée par une déflation salariale dans certains pays comme l'Espagne a permis un accroissement des exportations. Néanmoins, cette dépréciation du taux de change a eu comme limite la réduction de la demande adressée aux pays avancés. En effet, les pays producteurs d'énergie et de matières premières ont diminué leurs importations. Le ralentissement de l'économie chinoise a également freiné les échanges.

Quel prix pour le pétrole en 2017 ?

L'année 2016 a été marquée par la fin du mouvement de baisse du cours du pétrole engagée en 2014. Un point bas à 27 dollars a été atteint au mois de février. Depuis, le baril est remonté progressivement au-delà des 50 aidé en cela par l'accord intervenu au mois de septembre au sein de l'OPEP, accord qui a été confirmé au mois de décembre avec à la clef le ralliement de plusieurs pays non OPEP à la réduction de la production.

Evolution du cours du baril en dollars



La baisse à 30 dollars le baril avait contribué à l'affaiblissement de la croissance des pays producteurs de manière plus marquée que prévu. Ces derniers en réduisant leurs flux d'importation ont pesé sur le commerce international et sur la croissance des pays avancés. Au niveau des marchés financiers, la baisse du cours du baril a entraîné celle des actions des entreprises pétrolières et des banques qui ont investi dans ce secteur. Les bourses ont regagné le terrain perdu durant le premier semestre à partir du moment où les cours du pétrole se sont redressés.

Si, en cette fin d'année 2016, au niveau financier, la hausse du pétrole est plutôt saluée, qu'en sera-t-il en 2017 ?

Une hausse du pétrole diminue le pouvoir d'achat des ménages qui sont contraints soit de réduire leur consommation ou de puiser dans leur épargne. Il devrait donc en résulter une moindre progression de la demande intérieure ce qui pourrait amener un affaiblissement de la croissance. Ce scénario est retenu par les différents instituts de conjoncture qui ont revu à la baisse leurs prévisions de croissance pour les pays européens.

La question centrale est d'apprécier le potentiel de hausse du prix du pétrole. Le marché du pétrole se caractérise par une élasticité-prix très faible de la demande à court terme. Cela signifie que sur une courte période, une augmentation des prix ne se traduit pas un changement de comportement des acheteurs. Un relèvement du prix du baril de 10 % ne provoque qu'une diminution de la demande de 0,3 à 0,5 %. Une régulation de la production si elle est respectée aurait donc des effets réels et rapides sur le prix du baril. Néanmoins, les pays de l'OPEP et la Russie ne peuvent pas trop jouer sur les volumes. En effet, en cas de restrictions de production trop fortes, les prix augmenteraient fortement au point de rendre rentables les producteurs de pétrole offshore, de pétrole bitumineux, pétrole de schiste, etc. ce qu'ils gagneraient en prix, ils pourraient à terme le perdre en parts de marché. Les pays de l'OPEP doivent donc veiller à ce que les prix n'augmentent pas trop vite.

L'accord intervenu au sein de l'OPEP suppose que tous les pays membres aient un comportement responsable et qu'aucun ne joue le rôle de passager clandestin en produisant plus que son quota en pensant que les autres ne le feront pas. Cette situation pourrait se produire surtout en cas de demande faible. Les divisions au sein de l'OPEP ne sont pas à négliger. L'Irak, l'Iran, la Libye voire le Nigéria pourraient être tentés d'écouler du pétrole au-delà de leur quota de production afin de faire face à leurs besoins financiers.

Les ruptures au sein du cartel sont intervenues quand la demande était faible. Aujourd'hui, la demande de pétrole est redevenue forte ; le cartel s'est donc réformé mais l'équilibre demeure précaire. Certes de nombreux gisements américains ont été fermés et de nombreux investissements visant à améliorer la productivité des gisements ont été reportés, certes la demande en énergie continue d'augmenter d'autant plus que le Brésil sort de récession mais plusieurs facteurs pourraient contrecarrer la hausse du prix du baril. La baisse de la croissance des pays consommateurs pourrait se faire ressentir plus vite que prévu. La montée en puissance des énergies renouvelables ainsi que les efforts d'économie d'énergie pourraient peser sur la demande.

Quel serait le bon prix pour l'OPEP ?

Le prix du pétrole ne peut guère excéder 60 dollars le baril car au-delà il rentabilise les pétroles dits chers. A 60 dollars, les producteurs de pétrole de schiste peuvent revenir sur le marché mais pas ceux forant en zones difficiles ou utilisant des techniques complexes. A 90 dollars le baril, l'OPEP court de grands risques de perdre le contrôle du marché et du revenir à la case de départ de 2014 qui avait conduit à la guerre des tarifs.

Le marché, en 2017, aura besoin des producteurs américains pour être équilibré ce qui permet de supposer que le cours devrait donc se situer autour de 60 dollars. La demande augmentant aujourd'hui de plus de 1,2 million de barils/jour chaque année, et la production des autres formes de pétrole étant limitée par le recul de l'investissement en Exploration-Production, ceci rend nécessaire la hausse de la production de pétrole de schiste américain,

Coût marginal de production

<i>Source : Agence Internationale de l'Energie</i>	Prix du baril en dollars
Pétrole conventionnel	25
Pétrole russe	50
Offshore plateau	41
Offshore profond	52
Pétrole de schiste	60
Brut très lourd	86
Sables / bitumineux	70 à 115
Arctique	120

LE COIN DES TENDANCES

Les médias en ébullition

Le Groupe M6 a acheté le Groupe RTL. Ces deux entités étaient jusqu'à maintenant propriétés de Bertelsmann. Au-delà de ce transfert financier entre filiales d'un même groupe, c'est l'association du deuxième groupe privé de télévision au premier groupe de radio en France qu'il convient de remarquer. Si de nombreuses synergies sont attendues avec cette fusion en particulier au niveau de la régie publicitaire, les enjeux dépassent le cadre commercial. En effet, l'objectif est de concentrer au sein d'un même groupe tous les supports de communication, papier, Internet, radio et télévision. En 2016, le marché publicitaire du numérique dépasse celui de la télévision. Celui de la radio est, de son côté, en léger déclin quand celui de la presse papier poursuit sa chute.

Si le secteur des médias est, en France, encore assez fragmenté, des regroupements s'opèrent avec une logique de concentration et de diffusion des contenus.

Le monde de la presse française s'organise autour de quelques grands pôles dont le groupe Altice (P. Drahi) qui combine câble (Numéricable), mobile (SFR) et presse écrite (Groupe Express) ainsi qu'audiovisuelle (BFM), le Groupe Figaro (S. Dassault) qui a parié sur l'international, les sites en ligne. Ce groupe réfléchit également sur le développement de chaînes de télévision afin de valoriser la richesse du contenu éditorial. Il faut également citer le Groupe Les Echos/Le Parisien (LVMH) qui couvre un large spectre de l'information et s'étend dans la vidéo et la formation. Figurent également parmi les grands groupes, TF1 (Bouygues) avec ses différentes chaînes et le Groupe Canal + (Vivendi) qui devrait à terme se rapprocher de l'opérateur téléphonique Orange. Parmi les autres groupes, il y a le pôle Europe 1 (RFM, Virgin Radio, Télé7jours) qui appartient au Groupe Lagardère, le pôle Le Monde (M. Pigasse, X.Niel), NRJ, le Nouvel Obs, etc. À côté de ces groupes privés, il faut ajouter les groupes publics, France Télévision avec ses multiples chaînes et Radio France avec ses nombreuses radios. Ces deux groupes ont par ailleurs développé une chaîne d'information en continu.

La presse écrite doit face, en première ligne, aux nouveaux médias et aux agrégateurs de médias que sont les réseaux. Les chaînes de télévision sont également touchées par la digitalisation. L'audience des chaînes de télévision stagne voire baisse chez les générations les plus jeunes. Le recours au « replay », le visionnage de vidéos sur Internet via les tablettes, les smartphones et les ordinateurs prennent le relais. Les réseaux comme Facebook ou Twitter se substituent au grand canal d'informations. Les internautes zappent en permanence d'articles en articles ou de vidéos en vidéos. La fidélisation est plus complexe que devant une télévision. Si autrefois, le 20 heures et le film ou l'émission du soir étaient des moments partagés en famille ; désormais, la pratique des écrans reliés à Internet est un exercice plus individuel.

Avec le nombre croissant de chaînes de télévision qui s'accompagne d'une segmentation de plus en plus poussée des téléspectateurs, les recettes publicitaires se diluent. L'immédiateté - qu'Internet et les chaînes d'information en temps réel imposent - a obligé la presse papier à se repositionner. Elle développe une offre multicanale, Internet, vidéo, papier en tentant de jouer la carte du fond. Après avoir longtemps hésité sur la question de la gratuité, elle s'oriente de plus en plus sur des packages associant accès à des bases d'information, à une version papier, etc.

En reprenant le modèle du streaming, l'idée d'une offre combinée proposée par des plateformes se développe. À partir d'un seul abonnement, il est possible de consulter un grand nombre de supports de presse. C'est la logique poursuivie par le Groupe Altice. Jean-Marie Messier, ancien Président de Vivendi avait prévu, il y a un quart de siècle, cette convergence des médias et avait eu tort d'endetter Vivendi à une époque où les taux n'étaient pas ceux d'aujourd'hui.

Bonnets d'âne ou pas ? De l'effet génération à celui du cycle de vie

Les grandes enquêtes sur les compétences des adultes (en particulier *IVQ* et *PIAAC*) soulignent que les plus âgés ont de moins bons résultats que les plus jeunes, tant en compréhension de l'écrit qu'en calcul. Ainsi, selon l'enquête *Information et vie quotidienne (IVQ)* de 2011, 10 % des 18-29 ans sont en difficulté face à l'écrit contre 24 % des 60-65 ans. Ces moins bonnes performances des plus âgés peuvent s'expliquer par une perte de compétences au fil des ans, notamment du fait de leur moindre utilisation dans le cadre professionnel ou dans la vie quotidienne (effet « cycle de vie »). Elles sont également et avant tout liées au fait que le niveau moyen des générations les plus récentes (effet « génération ») augmente. Il y a donc un effet cycle de vie et un effet génération.

L'obtention de diplômes conditionne fortement le résultat aux tests d'évaluation organisés par différentes institutions. La montée du niveau général de formation est en France corrélée à l'obtention du BAC. La proportion de bacheliers dans une génération était en effet d'un cinquième en 1970 (génération des années 50) a dépassé la moitié au début des années 1990 et se situe actuellement autour des trois quarts (Ministère de l'Éducation Nationale 2016).

Si le niveau de formation atteint son maximum entre 20 et 25 ans, l'effet cycle de vie est, pour l'écrit et le calcul, limité jusqu'à 45 ans. Au-delà de cet âge, la perte de compétences s'accroît. Cette diminution pose le problème de l'employabilité des seniors d'autant plus que l'âge de départ à la retraite tend à être reculé. Par ailleurs, elle pose la question de l'adaptabilité d'une population active vieillissante aux nouvelles techniques.

Selon différentes études, l'effet génération est réel mais tend à se réduire pour les générations nées après 1974. La montée en puissance du nombre de diplômés a été forte parmi les personnes nées dans les années 60 et 70. Si des progrès sont réalisés pour les générations suivantes, les effets en termes de niveau apparaissent moindres.

Cette stagnation de l'élévation par la formation corrobore les résultats de l'enquête *Programme for the international assessment of adult competencies (PIAAC)* de l'OCDE. Preuve que le système éducatif français éprouve des difficultés à gérer l'arrivée massive d'élèves au sein de l'enseignement supérieur, la corrélation entre les compétences et le milieu social d'origine apparaît plus forte pour les générations les plus récentes.

La France figure parmi les pays où la réussite à l'école est le plus liée au milieu d'origine. Or, selon l'OCDE, plus les inégalités d'origine sociales ont un effet sur l'orientation des enfants, plus le niveau général en pâtit. Les conditions de vie jouent également un rôle important. Le fait de vivre en surpeuplement, au sein d'une famille nombreuse ou une famille monoparentale contribuent à un plus faible niveau de formation des enfants concernés.

L'effet cycle de vie doit être intégré dans les réflexions sur l'âge de départ de la retraite. Pour endiguer ce phénomène, il convient, en premier lieu, de relever le niveau initial et organiser un système de formation permettant de ralentir les conséquences du vieillissement. A défaut, il y a un véritable risque de dégradation de la productivité.

Inégalités sociales et formation ou comment dépasser les clichés

La question du traitement des inégalités sociales au regard des différentes études est donc cruciale. La mixité sociale est souvent mise en avant afin de permettre une élévation du niveau des enfants scolarisés.

Plusieurs études américaines ont démontré qu'elle n'est pas la meilleure des solutions. La mixité est considérée comme le moyen de lutter contre la fracture sociale, la reproduction des inégalités. Aux Etats-Unis, 15 892 familles vivant à Baltimore, Boston, Chicago, Los Angeles ou New-York ont pu par tirage au sort bénéficier de bourse pour se loger dans des quartiers plus huppés. Les chercheurs ont suivi les familles durant 20 ans. Il est apparu que si les enfants qui avaient moins de 13 ans au moment du déménagement s'en sont mieux sortis que ceux qui sont restés dans leur quartier d'origine, le phénomène inverse est constaté pour ceux qui avaient plus de 13 ans. Les chercheurs ont pris en compte le niveau de formation et de revenus ainsi que l'état de santé. Les enfants de 13 ans avaient accumulé trop de retard et ont été rejetés au sein de leur nouveau quartier ce qui les amené à adopter des comportements à risque (violence et prison).

Une autre expérience a été menée toujours aux Etats-Unis au sein de l'Etat du Michigan à partir de 1962. Cet Etat a mis en place un programme « le Perry Preschool Program » concernant les enfants ayant entre 3 et 4 ans et provenant des milieux défavorisés. Ces jeunes enfants bénéficient d'un encadrement spécifique de deux heures et demie par jour dans le cadre de petits groupes (6 enfants au maximum). Par ailleurs, les parents doivent toutes les semaines rencontrés les intervenants du programme. Une fois par mois, ils se retrouvent également en petit groupe pour suivre des cours. Par personne, le programme coûte un peu plus de 16 000 dollars. Le gain

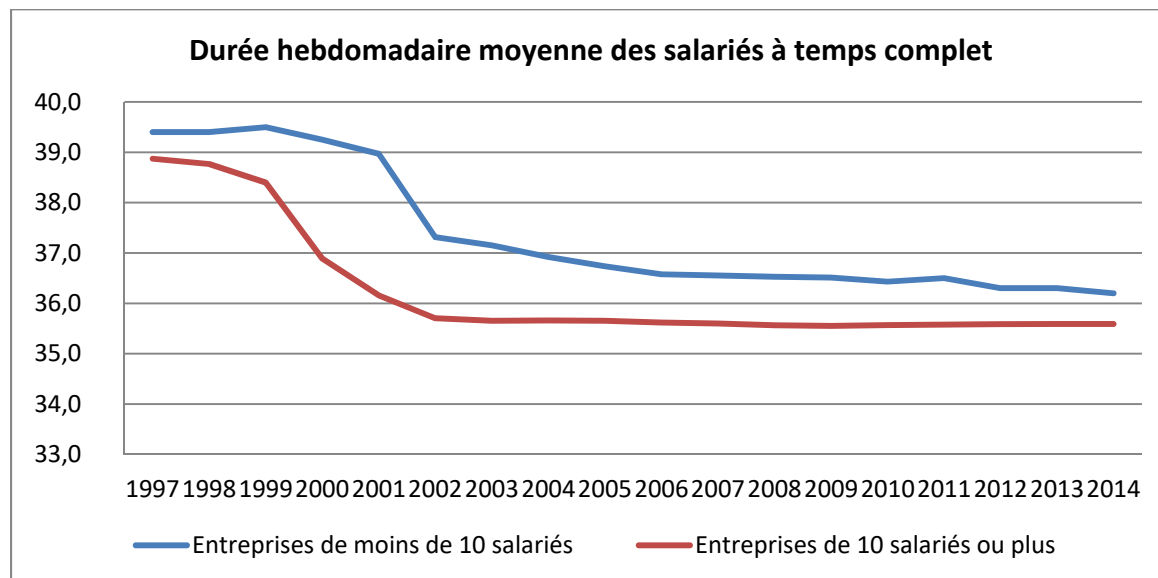
pour les enfants, une fois devenus adultes, est important, leurs revenus étant supérieurs de 40 000 dollars à ceux des enfants du même quartier n'ayant pas pu bénéficier du programme. Les économies à terme pour l'Etat sont importantes. Elles sont évaluées à près de 100 000 dollars par personne du fait d'une plus faible criminalité. Entre le coût et le gain du programme, le rapport est de 1 à 10 selon les autorités américaines. A travers ce programme, le Michigan a réussi à élever le niveau des jeunes mais aussi des parents.

Face aux problèmes de l'éducation des jeunes et à ceux liés au maintien ainsi qu'au renouvellement des compétences des seniors, les solutions passent par une personnalisation des offres de formation.

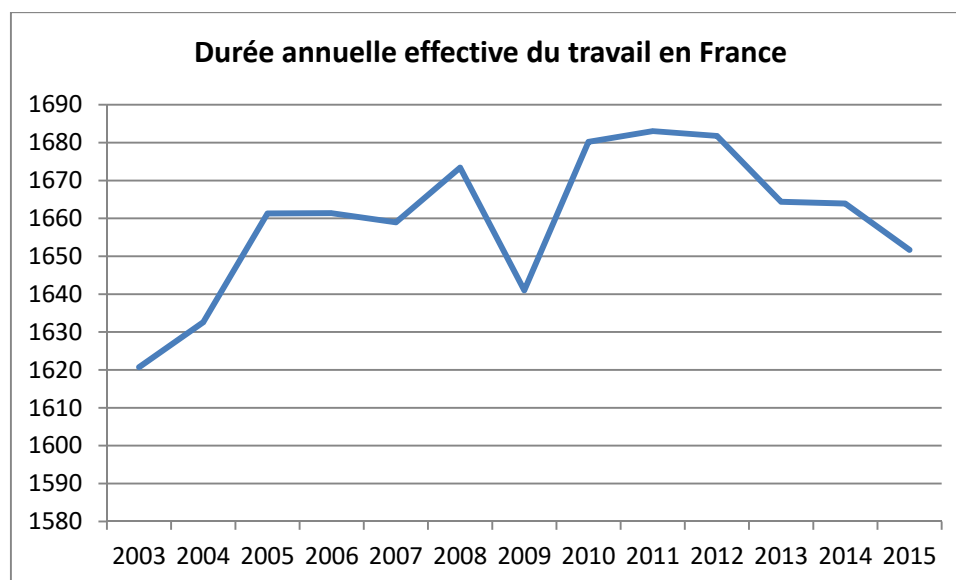
LE COIN DU GRAPHIQUE DE LA SEMAINE

De la durée hebdomadaire à la durée annuelle du temps de travail

Si les 35 heures se sont traduites par une baisse réelle de la durée hebdomadaire du temps de travail, en revanche, elles ont pour eu pour conséquence une augmentation de la durée annuelle. Les accords sur l'annualisation du temps de travail et le recours aux heures supplémentaires expliquent cette évolution.



Source : INSEE



Champ : ensemble des salariés à temps complet, âgés de 15 ans ou plus au 31 décembre France métropolitaine.

Source : INSEE

Le COIN DE L'AGENDA ECONOMIQUE DE LA SEMAINE

Dimanche 1^{er} janvier

En **Chine**, il faudra suivre **le PMI non manufacturier et le PMI manufacturier**.

En **France**, sera publié **le résultat des immatriculations d'automobiles** pour le mois de décembre et pour l'ensemble de l'année 2016

Lundi 2 janvier

En **France**, sera publié **l'indice des prix à la consommation**.

L'indice Markit – PMI manufacturier du mois de décembre sera rendu public pour **l'Espagne, la France, l'Italie, l'Allemagne, la Grèce et la zone euro**. **Ces indices sont attendus stables ou en légère baisse**.

Mardi 3 janvier

En **Allemagne**, il faudra suivre **le taux de chômage de décembre**. Il devrait rester stable à 6 %.

Au **Royaume-Uni et aux Etats-Unis**, **l'indice Markit PMI manufacturier** sera communiqué.

En **Allemagne**, sera rendu public **l'indice des prix à la consommation** du mois de décembre. L'inflation aurait atteint 1,3 % en 2016.

Aux **Etats-Unis**, il faudra regarder **les dépenses de construction** du mois de novembre.

Mercredi 4 janvier

Au **Japon**, il faudra suivre **l'indice PMI des services de Markit** du mois de décembre.

Au **Royaume-Uni**, seront publiés **les prix des maisons** pour le mois de décembre.

En **France**, il faudra suivre **la confiance des consommateurs**.

En **Espagne**, il faudra regarder **l'évolution du taux de chômage** du mois de décembre.

L'indice PMI des services de décembre sera rendu public pour **l'Espagne, l'Italie, la France, la zone euro et le Royaume-Uni**.

L'indice PMI construction sera communiqué pour **le Royaume-Uni**.

L'indice PMI Composite Markit de décembre sera communiqué pour la **France, l'Allemagne et la zone euro**.

L'indice des prix à la consommation de décembre pour **la zone euro** sera publié. La hausse devrait être de 1 % pour l'année 2016.

Aux **Etats-Unis**, seront communiquées **les ventes totales de véhicules** de décembre. Seront publiés **les stocks de pétrole brut**. 17,7 millions de véhicules devraient avoir été vendus en décembre contre 17,9 millions en novembre.

Au **Japon**, il faudra suivre **les investissements étrangers**.

Jeudi 5 janvier

Aux **Etats-Unis**, il faudra regarder **l'indice PMI des services de Markit et l'indice composite** de décembre. Seront également communiquées **les variations des stocks de gaz naturel et de pétrole brut**.

Vendredi 6 janvier

En **Allemagne**, sera publié **le résultat des ventes de détail** du mois de novembre.

En **France**, il faudra regarder **les résultats de la balance commerciale** du mois de novembre.

Pour **l'Union européenne et la zone euro**, il faudra suivre **les indices sur le sentiment des services, sur la confiance des consommateurs, sur l'industrie, sur le climat économique et sur le climat des affaires** de décembre. Seront communiquées **les ventes au détail** de novembre.

Aux **Etats-Unis**, seront publiés **le taux de chômage, le revenu horaire moyen et le taux de participation au marché du travail** du mois de décembre. Sera communiqué **le résultat de la balance commerciale**. Seront rendus publics **l'indice Ivey des Directeurs d'achat s.a. (PMI) et l'indice Ivey des Directeurs d'achat (PMI) pour le mois de décembre ainsi que l'indice d'optimisme Economique IBD/TIPP** de janvier.

LE COIN DES STATISTIQUES

	France	Allema- gne	Italie	Espagne	Zone euro	Roy-Uni
PIB en Milliards d'euros 2015	2 181	3 033	1642	1076	10 456	2 577
Croissance PIB sept. 2016 en %	1,1	1,7	1,0	3,2	1,6	2,3
Inflation oct. 2016 en %	0,5	0,8	-0,2	0,5	0,6	0,9
Taux de chômage Oct.2016 en %	9,7	4,1	11,6	19,2	9,8	4,7
Solde public en % du PIB	-3,5	+0,7	-2,6	-5,1	-2,1	-4,3
Dette publique En % du PIB 2015	96,2	71,2	132,3	99,8	92,6	88,1
Balance des paiements courants En % du PIB	-1,4	8,7	2,6	1,9	3,2	-5,9

Sources : Eurostat – Insee

La Lettre Économique est une publication de Lorello Ecodata

Comité de rédaction : Philippe Crevel, Sarah Le Gouez et Christopher Anderson

Toute utilisation totale ou partielle des articles de la lettre doit fait l'objet d'une autorisation.

Sites Internet : www.lorello.fr

Pour tout contact et correspondance

- Par téléphone : 06 03 84 70 36
- Par email : phcrevel@lorello.fr
- Adresse : LORELLO ECODATA – 7, rue Falguière – 75015 Paris

Abonnement : à adresser à phcrevel@lorello.fr

Je m'abonne à La Lettre Eco de Lorello Ecodata pour un an : 52 numéros de la lettre

Un lecteur : 1000 euros TTC

De 2 à 10 lecteurs : 1 500 euros TTC

Au-delà de 10 lecteurs contacter le service abonnement

Pour garantir une mise en place rapide de votre abonnement, nous vous demandons de bien vouloir compléter l'ensemble des informations demandées.

Adresse de facturation

Nom -----

Prénom -----

Fonction: -----

Organisme: -----

Adresse: -----

Code Postal -----Ville -----

Pays

Tél.: -----

E-mail:-----

Mode de paiement

Chèque bancaire à l'ordre de : LORELLO ECODATA

Virement bancaire

SARL LORELLO ECODATA

IBAN : FR76 3000 4014 9700 0101 8683 627 / BIC : BNPAFRPPNIC